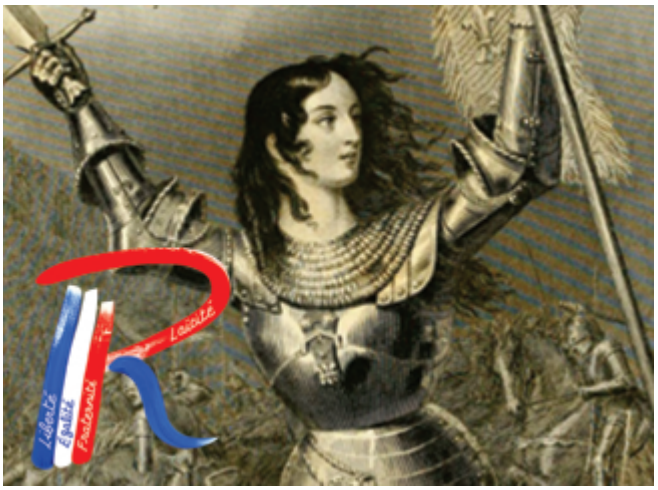
Macron veut que toute la France deale comme le 93 !

écrit par Christine Tasin | 1 mars 2018



> *« Est ce que vous connaissez l'endroit qui en France est le plus jeune, le plus cosmopolite, où on crée le plus d'entreprises? C'est ça la #SeineSaintDenis » @EmmanuelMacron cet après-midi à #Villetaneuse pour @Paris2024 pic.twitter.com/2o8AOh3h4B*
>
> *— Rémi Brancato (@RemiBrancato) 27 février 2018*

Il nous avait déjà fait le coup en septembre dernier. Macron avait comparé la Seine-Saint-Denis avec la Silicon Valley.

http://lelab.europe1.fr/jeux-olympiques-emmanuel-macron-compare-la-seine-saint-denis-a-la-silicon-valley-3437465

Décidément, il aime, non, il ADORE la Seine Saint-Denis , devenue à ses yeux le modèle absolu pour les Français :

« Est ce que vous connaissez l'endroit qui, en France, est le plus jeune, le plus cosmopolite, où on crée le plus d'entreprises? C'est ça la Seine-Saint-Denis! »

Je dois avoir des problèmes de compréhension, de mémoire… Mais il me semblait avoir lu et entendu depuis des années qu'en Seine Saint-Denis c'était la bérézina, que les villes du département faisaient partie de celles qui recevaient le plus d'argent grâce à la « politique de la ville » eu égard à la paupérisation, au degré de chômage…

Il me semble même que Jacques Philarchein avait été condamné pour avoir dit, aux Assises de l'islamisation, en 2010, que le Cantal était plus pauvre que la Seine-Saint-Denis…

Et puis tout à coup, fiat lux, eurêka.

C'est à cause de son économie souterraine, championne es tous trafics, que la Seine-Saint-Denis fait rêver Macron.

Evidemment. Et comme grâce à lui et à ses copains on n'a plus d'industrie, qu'on délocalise même nos usines d'automobiles… qu'est-ce qu'il nous reste ?

Macron et les dealers.

Sans doute que Arthur Frayer, journaliste des Echos est un affreux facho. Ainsi que le vice-procureur du tribunal de Bobigny, Sabastien Piffeteau. Voici ce que le premier écrivait en 2016 :

Dans certaines cités du département, l'argent de la drogue paie les loyers, les courses au supermarché et les factures d'électricité… A elle seule, cette économie de moins en moins souterraine générerait un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard d'euros dans le « 9-3 ».

Ne lui parlez pas d'« économie souterraine « , vous risqueriez de l'agacer. Pour Sébastien Piffeteau, le vice-procureur du tribunal de Bobigny, le trafic de drogue en Seine-Saint-Denis n'a plus rien d'« informel » ni de « caché », ni de quoi que ce soit de « souterrain » comme il l'entend trop souvent. Voilà des mots qui, certes, claquent aux oreilles comme des coups de fusil et vous attirent aussi sec l'attention du public. Les termes n'ont pourtant plus rien à voir avec la réalité

que le magistrat, qui dirige la division des affaires criminelles et de la lutte contre la délinquance organisée (Dacrido), observe tous les jours dans le « 9-3 ».

Son bureau occupe une vaste pièce toute moquettée de gris dans les étages du palais de justice. Des dossiers attendent un peu partout. Assis à sa table, le vice-procureur en sourirait presque de ces formules toutes faites de journaliste : *« La drogue est devenue un secteur d'activité à part entière dans le département. Sans l'argent du trafic, certains quartiers ne pourraient pas vivre »*, explique-t-il.

Dans certaines cités du département le plus pauvre de France, la drogue paie les loyers, les courses au supermarché et les factures d'électricité.. Certains pousseront des cris d'orfraie. C'est pourtant la réalité d'un territoire où le chômage dépasse les 40 % chez les jeunes de moins de 24 ans, selon le rapport 2014 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus).

Sébastien Piffeteau et ses collègues de la Dacrido estiment à 1 milliard d'euros le chiffre d'affaires annuel de la drogue dans le « 9-3 ». Un chiffre très largement généré par la résine et l'herbe de cannabis, et dans une moindre mesure par la cocaïne, l'héroïne et le crack. Le montant équivaut à la moitié du budget du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis en 2015 (2,3 milliards d'euros), deux fois le total du RSA (446 millions d'euros) versé aux familles les plus en difficulté de la collectivité. *« La plupart des jeunes gens que nous jugeons ne voient pas où est le problème de vendre de la drogue. C'est assez sidérant. Ils sont nombreux à dire que c'est le seul débouché économique »*, constate Nicolas Blot, l'un des deux magistrats à présider la 13e chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny, la chambre spécialisée dans les affaires de stupéfiants.

Un ancien vendeur de shit de Bondy, rencontré autour d'un thé à la menthe à l'automne 2015, explique la fatalité du deal dans le département : *« Dans nos quartiers, on peut s'en sortir de trois façons : l'école, le foot ou le deal… Mais, bon, on n'est pas tous Einstein ou Zidane… «*

« Economie de subsistance «

De fait, le cannabis est devenu, en Seine-Saint-Denis, une réalité économique aussi vitale que mortifère. Car si on ne meurt pas d'overdose de shit, beaucoup de morts violentes, souvent par arme à feu, sont liées au contrôle du marché.

A la mairie de Sevran, il y en a un qui alerte depuis des années sur l'immixtion de

l'argent du cannabis dans l'économie réelle. Stéphane Gatignon, quarante-six ans, est maire de la ville, depuis 2001. La commune a quadruplé sa population en quarante ans pour atteindre 50.000 habitants aujourd'hui. A la fin des années 2000, la ville est devenue l'une des plus importantes plaques tournantes de la drogue en Ile-de-France. Les quartiers des Beaudottes et de Rougemont étaient connus dans toute la région par la qualité de leur résine.

Dans un livre coup de poing publié en 2011, « Pour en finir avec les dealers » (Grasset), l'édile a mis en garde contre les dérives de cette *« économie de subsistance »* dont l'un des signes les plus visibles serait la multiplication des paiements en argent liquide. A l'époque, dans le centre commercial de la ville, Beau Sevran, *« beaucoup de magasins faisaient de gros chiffres d'affaires en liquide »*. En France, les paiements en espèces représentent 55 % de l'ensemble des transactions, selon un rapport du Trésor public de 2012. A Sevran, *« la part des sommes payées en cash était bien plus importante «* , estime le maire.

Paiements en liquide

Certains bailleurs sociaux fermeraient les yeux sur la provenance de l'argent des loyers. Dans son livre, Stéphane Gatignon s'étonne de la *« légèreté «* avec laquelle certains d'entre eux acceptent *« des sommes de l'ordre de 30.000 euros en liquide pour « retard de loyer » en sachant pertinemment d'où vient cet argent… »* D'autant que la loi française, à l'époque, interdit les versements en liquide de plus de 3.000 euros. Depuis le 1er septembre 2015, ce plafond est passé à 1.000 euros.

Après l'intervention répétée des forces de police à Sevran au début des années 2010, le gros du commerce de drogue s'est déporté dans les communes et les départements voisins. Sans rien changer au fond du problème. *« A Sevran, l'intensité du deal est aujourd'hui à 35 % de ce qu'il était à l'époque »*, estime Stéphane Gatignon.

Sur le mur de son bureau, Sébastien Piffeteau, le vice-procureur, a punaisé une grande carte de la Seine-Saint-Denis. Depuis longtemps, les points de vente sont identifiés. Le magistrat fait glisser son index sur la ligne figurant le boulevard périphérique parisien, limite physique entre la capitale et la petite couronne : *« Les principaux points de vente de cannabis sont aux portes de Paris et près des stations de RER. »* Il y a les cités Soubise et Emile-Cordon dans le vieux Saint-Ouen (le VSO), le quartier Zola-Arago plus au sud de la commune ; le quartier de la Capsulerie à Bagnolet ; la cité des 4.000 à La Courneuve ; La Noue à Montreuil ; les

Beaudottes à Sevran ; les Mille-Mille à Aulnay-sous-Bois… La cité du Clos Saint-Lazare, à Stains, est connue de longue date pour commercialiser l'héroïne. La ville de Saint-Denis et la cité Gabriel-Péri, elles, sont confrontées à la vente de crack depuis quelques années.

Selon la Dacrido, les points les plus dynamiques enregistrent jusqu'à 700 transactions par jour pour un chiffre d'affaires pouvant atteindre 25.000 euros. Un bon « four » – un point de vente dans le jargon des vendeurs -, tourne à 20.000 euros par jour de chiffre d'affaires et emploie une vingtaine de personnes. Une fois les salaires versés aux petites mains et la marchandise remboursée (le prix du kilo de résine de cannabis tourne autour de 2.200 euros, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies [OFDT]), le « gérant » du point dégagerait 10.000 euros de bénéfice net.

Un guetteur, celui qui prévient de l'arrivée de la police, touche de 50 à 60 euros la journée. Un vendeur, celui qui effectue la transaction, gagnera entre 80 et 100 euros. Même salaire pour le réapprovisionneur chargé d'alimenter le point de vente en produits. Pour tous ces postes, le salaire est fixe et connu dès le début de la journée de travail. *« Avec souvent, le kebab du midi offert »*, précise le chef de la Dacrido, comme un équivalent aux tickets repas de l'économie légale. Le « gérant », le responsable d'un point de vente, engrange, lui, au minimum, plusieurs centaines d'euros, son salaire dépendant du produit des ventes de la journée.

Comme dans l'économie légale, le « business » a ses métiers en tension. *« Les gérants ont du mal à recruter des vendeurs car ils sont très exposés en cas d'arrivée de la police »*, explique Corinne Goetzmann, la seconde magistrate à présider la 13e chambre correctionnelle. A l'inverse, les postes de guetteur, souvent occupés par des mineurs, servent de premières expériences dans le « business ». Des « stages » pour se faire la main en quelque sorte. Nathalie Barbier, ancienne bâtonnière et avocate depuis 1989 au barreau de Bobigny, a observé l'évolution du trafic en vingt-cinq ans : *« La population jugée pour stupéfiants a beaucoup rajeuni. Au début des années 1990, les prévenus avaient 35-40 ans, maintenant ils ont tout juste 18 ans. «*

Dans les cités Soubise et Emile-Cordon, à Saint-Ouen, on voit de jeunes garçons sans emploi venir du Val-de-Marne et du Val-d'Oise proposer leurs services pour officier comme guetteurs à la journée.

Soldes et promotions

Les trafiquants pratiquent aussi les offres commerciales comme n'importe quel autre secteur d'activité : *« Ils vont faire -30 % sur la cocaïne ou proposer deux barrettes de shit pour le prix d'une « ,* détaille Stéphane Gatignon, le maire de Sevran. Du fait d'un marché du cannabis aujourd'hui très concurrentiel, beaucoup de réseaux ont travaillé la qualité du produit vendu. Le taux de THC (ce qui provoque les effets psychoactifs) n'a cessé d'augmenter, passant de 8 % au milieu des années 2000 à plus de 20 % aujourd'hui, notamment grâce à une production d'herbe génétiquement modifiée produite sous serre aux Pays-Bas, dont la plus connue est appelée Amnesia.

Le marché doit aussi faire face aux contractions de l'économie officielle. Après la crise de 2008, une partie des clients *« appartenant aux classes moyennes »* se sont *« paupérisés »*, comme le note l'OFDT dans son rapport 2015 : pour s'adapter, les dealers ont mis à disposition des *« doses de plus en plus fractionnées, quel que soit le produit, pour être vendues à des prix plus accessibles »*. L'embauche s'en est aussi ressentie. *« Les salaires des petits trafiquants ont baissé après la crise des « subprimes ». S'ils ne l'acceptaient pas, d'autres derrière étaient prêts à prendre leur place »*, explique le maire de Sevran.

Face à un marché très structuré, la justice peine à apporter une réponse efficace. La 13e chambre de Bobigny ne juge, le plus souvent, que des sans-grade du trafic qui retourneront fissa sur le « ter-ter » (le terrain) sitôt leur affaire jugée. Lors des quelques grosses affaires, l'essentiel des avoirs financiers échappe aux juges. *« Parfois, un trafiquant aura ouvert une sandwicherie en banlieue. Mais il ne sera propriétaire que du fonds de commerce, jamais des murs »*, déplore Sébastien Piffeteau. *« On saisit alors une broche à kebab et quelques frigos. Il y en a pour quelques centaines d'euros tout au plus. »* L'essentiel de l'argent file à l'étranger, au Maghreb notamment. Corinne Goetzmann, la présidente de la 13e chambre, se désole : *« Il nous faudrait plus de moyens d'enquête, mais la coopération internationale n'est pas du tout efficace. De ce côté-là, il y a encore beaucoup à faire. «*

En savoir plus sur https://www.lesechos.fr/09/04/2016/lesechos.fr/021828423570_seine-saint-denis-connection.htm#i6R5mdk45ImeDKs8.99

https://www.lesechos.fr/09/04/2016/lesechos.fr/021828423570_seine-saint-denis-connection.htm

Et ce Complément d'enquête paru sur la 2, *93, l'indispensable industrie du shit,* c'est du pipi de chat, Macron ?

Donc tout est clair, archi-clair.

Et il y a une cohérence absolue, rappelez-vous le projet de faire entrer le produit du trafic de drogue dans le calcul du PIB :

http://resistancerepublicaine.com/2018/01/31/jhabite-un-pays-de-merde-le-trafic-de-drogue-va-bientot-entrer-dans-le-calcul-du-pib/

A quand la première légion d'honneur au meilleur « gérant » de point de vente de drogue, Macron ?

La France de Macron ? Des emplois à gogo pour les associations et individus oeuvrant à l'immigration et à l'islamisation de la France, les dealers reçus avec les honneurs à l'Elysée et, en face, les sans-dents, français d'origine, qui cassent des tas de cailloux…

Allez, un petit souvenir d'enfance pour oublier les salopards qui nous gouvernent…